

Synthèse et conclusions



Une connaissance des énergies renouvelables élevée, qui s'étoffe et tend à devenir plus concrète

- **La notoriété spontanée des énergies renouvelables tend à s'étoffer :**
 - Si 86% des français citent au moins une énergie renouvelable spontanément (85% en 2010), ils citent en moyenne 2,6 sources contre 2,2 en 2010
- **Les énergies spontanément associées au renouvelable restent principalement le solaire et l'éolien** (respectivement 78% et 63% des français),
 - on observe une progression sensible de la notoriété spontanée de l'énergie éolienne (+7%), hydraulique (+7%) et solaire (4%)
- **Au global et après relance, l'ensemble des énergies renouvelables sont plutôt bien connues :**
 - Le solaire (99%) et l'éolien (99%) sont des énergies connues de la quasi-totalité des français
 - L'hydraulique, une énergie connue par 91% des français
 - La géothermie et le biomasse sont connues par plus de 80% des français
 - L'énergie marine est connue par environ 2/3 des français
- **A noter cette année la progression de la notoriété globale de l'énergie biomasse (82% contre 74% en 2010).**
- **On observe une progression sensible du nombre d'énergies spontanément citées pour une production à domicile (2,8 en moyenne contre 2,2 en 2010), le solaire est l'énergie la plus fréquemment citée (83%) loin devant l'éolien (52%) et la géothermie (54%)**
- **Une meilleure connaissance des énergies renouvelables chez les hommes , les CSP + et intermédiaires.**

La perception des EnR : « *renforcement des avantages environnementauxmais baisse des avantages économiques induits* »

En ce qui concerne les avantages spontanément associés aux ENRs :

- Des avantages environnementaux perçus unanimement qui tendent à se stabiliser à un niveau de citation élevé :

ST Environnement

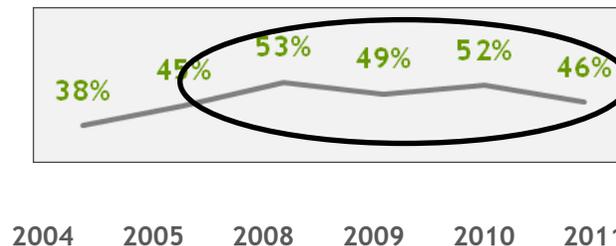


- Des avantages qui se recentrent autour de 3 axes :

- la lutte contre la pollution, la protection de l'environnement, la protection de la santé (en progression)

- Une perception des avantages économiques qui tend à baisser

ST Economique



En ce qui concerne les inconvénients perçus :

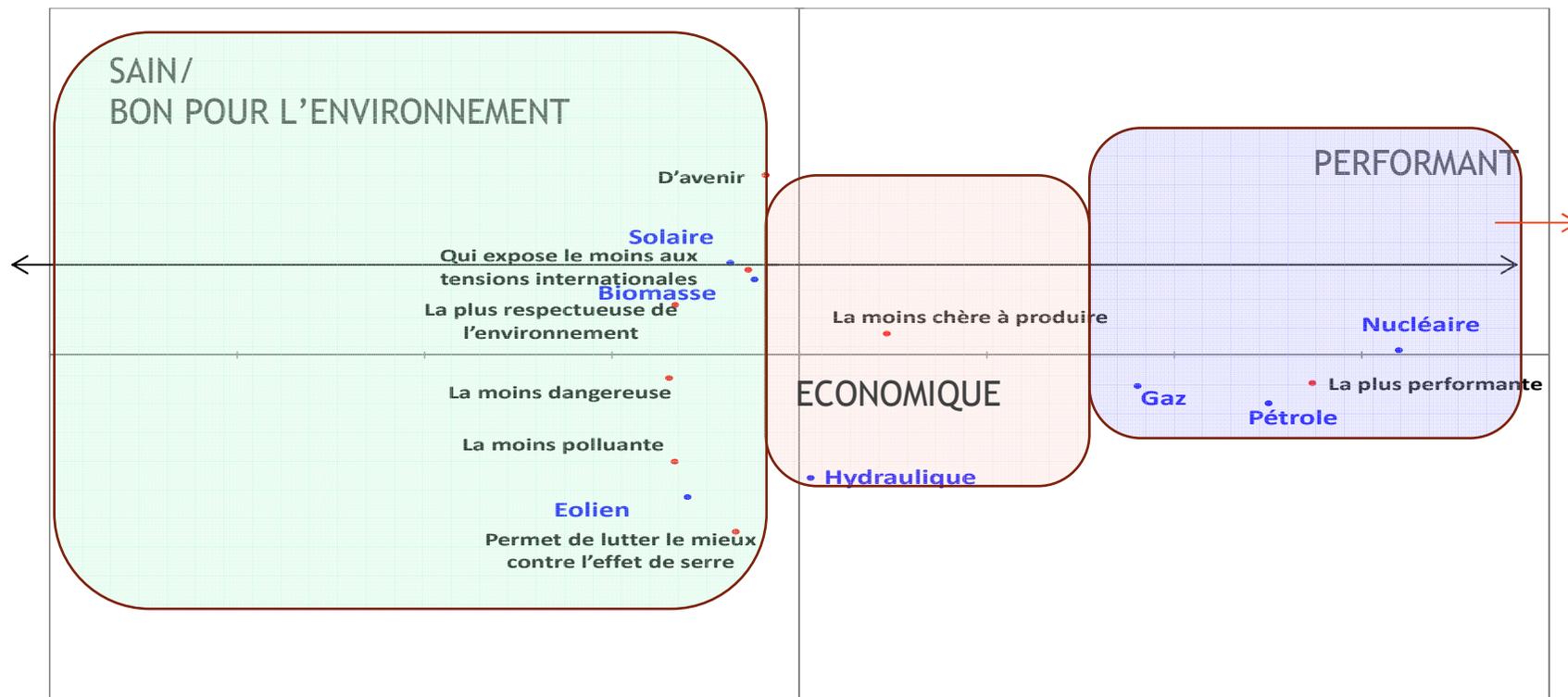
- Peu d'évolution vis-à-vis de la perception des éléments négatifs si ce n'est une progression des inconvénients liés au bruit au détriment des aspects esthétiques

- Le principal inconvénient perçu reste le coût (44%) et notamment celui de l'installation (33%), puis les nuisances sonores (16%) (en hausse +5%) et esthétiques (13%) (en baisse -7%)



Un territoire d'image stable, construit autour de valeurs sanitaires, environnementales, économiques... très différent de celui des autres énergies (non renouvelables) centré sur la notion de performance.

- Le solaire, l'éolien et la biomasse sont les 3 énergies qui ont l'image la plus riche (avant tout des énergies saines et respectueuses de l'environnement). L'hydraulique est surtout positionnée comme une énergie économique. Le pétrole, le gaz et le nucléaire sont quant à elle essentiellement perçues comme des énergies performantes..



On observe cette année une plus grande mise à distance de l'énergie nucléaire vis-à-vis aspects sanitaires et environnementaux

Un consensus de principe sur la nécessité de développer les ENR en France...

- La quasi-totalité des français se déclarent favorables (96%) développement des ENR en France. On observe cette année une progression non négligeable du taux de « très favorables » (+5% à 55%)

Une préférence pour le solaire et l'éolien :

- Les énergies solaire et éolienne restent les énergies préférées des français (respectivement 59% et 50%), suivies par l'énergie des mers et la géothermie (21% chacune). L'écart entre le solaire et l'éolien tend à se réduire cette année (9% contre 15% en 2010)

Les français se déclarent prêts à voir concrètement les ENR entrer dans leur sphère privée malgré certaines réserves non négligeables sur les nuisances sonores (en hausse) et l'intégration paysagère (en baisse) pour l'éolien :

- Un bon niveau d'acceptabilité et en progression pour l'énergie éolienne ... (+6% quel que soit le niveau de proximité)
 - 80% seraient favorables à l'installation d'éoliennes en France
 - 75% seraient favorables à l'installation d'éoliennes dans leur région
 - 60% seraient favorables à l'installation d'éoliennes à moins d'1 km de chez eux
- Le bruit (61% et + 3%) et l'intégration paysagère (56% et -10%) restent les principaux inconvénients induits par l'éolien.
- Un bon niveau d'acceptabilité également de l'énergie solaire quelle que soit la proximité du domicile :
 - 94% seraient favorables à l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments publics, 97% sur le toit de leur voisin et 82% sur leur toit (+4%)
 - A noter, une stabilisation voire une baisse des principaux freins évoqués par les réticents (difficultés techniques (27% et -8%), cout d'installation (23%), esthétique(18%)
- Un niveau de connaissance qui progresse sensiblement pour les centrales solaires (55% et +15%) et un niveau d'acceptabilité élevé (76% et + %)



Un intérêt de principe vis-à-vis des propositions visant à utiliser/ développer les énergies renouvelables (notamment le solaire)... mais des avis plus partagés quant à la capacité des ENRs à couvrir les besoins en énergie et à la contribution financière des consommateurs au développement

- La possibilité de produire de l'électricité à domicile pour la revendre : une initiative jugée intéressante voire très intéressante, mais en retrait par rapport à 2010 (-12%) probablement en raison de la baisse du prix de rachat de l'électricité par EDF (50% des interviewés projettent d'ailleurs plutôt une baisse des tarifs de rachat de l'électricité dans l'avenir)
 - 60% trouvent cette initiative intéressante dont 13% la jugent très intéressante.
 - L'énergie qu'il souhaiteraient utiliser pour produire de l'électricité et la revendre : avant tout le solaire (69%) puis l'éolien (16%);
- La possibilité de participer financièrement à des projets locaux intégrant des ENR : une possibilité jugée intéressante voire très intéressante par la plupart des français.
 - 71% trouvent cette initiative intéressante, 14% la jugent très intéressante.
 - L'énergie sur laquelle ils souhaiteraient investir : avant tout le solaire (59%) puis l'éolien (28%)
- Au-delà de ces propositions, les français se montrent plutôt sceptiques concernant la possibilité de produire d'ici 20 ans la quasi-totalité de l'énergie nécessaire grâce aux énergies renouvelables... (45% estiment que c'est possible)
- Ils se montrent également peu enclins à participer au financement du développement des ENRS (moins de 33% pensent que les consommateurs ou citoyens doivent contribuer) rejetant sur l'Etat (75%) et les industriels (68%) cette responsabilité. On note sur ce point une baisse spectaculaire par rapport à 2010 (plus de 40%)



Les ENRS : des solutions dans lesquelles les interviewés sont prêts à investir... sans pour autant contribuer financièrement à leur développement



37% des français ont investi dans les ENRs ou envisagent de le faire. Un chiffre qui progresse sensiblement par rapport à 2010 (+11%)

- **28% des français déclarent posséder un équipement permettant d'utiliser des énergies renouvelables pour leur consommation d'énergie (un équipement permettant de brûler du bois pour plus de la moitié).**
 - Quelques légères évolutions dans les équipements possédés par rapport à 2010 :
 - Les équipements pour brûler du bois restent les principaux systèmes possédés (56% contre 55% en 2010), hausse légère de la pénétration des équipements solaires : 32% (+4%)

- **13% des français déclarent envisager d'acquérir dans les 12 mois un équipement permettant d'utiliser des énergies renouvelables pour leur consommation d'énergie :**
 - Les solutions envisagées tendent plutôt à se diversifier par rapport à 2010 :
 - une installation solaire pour 55% d'entre eux versus 71% en 2010, géothermie (12%) , bois (12%), éolien (6%), autres/NSP (25%)



Des motivations d'ordre économique puis environnemental. Une baisse de l'intérêt économique perçu au profit de l'environnement et de l'agrément.

- Les principales motivations exprimées par les français ayant investi dans des ENRs s'appuient sur :
 - L'envie de faire des économies (46%),
 - L'envie de faire quelque chose pour la planète (33%),
 - Le confort/l'agrément (18%).



L'argument économique : un élément décisif

Pour les réticents, le passage à l'acte implique de lever les freins liés aux coûts et difficultés d'installation.

- Les principaux freins évoqués par les réticents :
 - Les impossibilités/difficultés liées au type de logement/statuts d'habitation (30%)
 - Le coût de l'installation des équipements (24%),
 - Les spécificités techniques ou contraintes esthétiques (13%)



Dans un contexte de rationalisation des dépenses, les principaux critères jugés incitatifs sont de nature économique : notamment baisse des prix des équipements et hausse du prix de l'énergie, crédit d'impôt. Ils tendent à se renforcer au détriment des enjeux environnementaux

- **Les principaux évènements susceptibles de favoriser le développement des ENR sont principalement d'ordre économique, ils tendent à se renforcer au détriment des aspects environnementaux :**
 - La baisse des prix des équipements à installer pour l'utilisation des ENR (54% et +4%)
 - Une augmentation du prix de l'énergie (37% et +7%)
 - Une augmentation des soutiens financiers (crédits d'impôt, prêts avantageux) (34% et +1%),
 - L'accélération du réchauffement climatique (31% et -6%).

- **Les propositions visant à renforcer la promotion des atouts des ENRs, la qualité et la fiabilité d'installation sont de nature également à jouer un rôle mais dans une moindre mesure :**
 - Labellisation des artisans (15% et -1%)
 - Information démontrant la fiabilité et la performance des ENRs (13% et +1%)
 - Possibilité de faire garantir la qualité de l'installation par un contrôleur technique (12%)

Au final : cette année marque un renforcement de l'intérêt accordé aux ENRs...qui s'inscrit dans un contexte de rationalisation budgétaire élevé

Cette année est marquée par la montée en puissance, d'une part, des enjeux environnementaux et sanitaires et d'autre part, des contraintes budgétaires

- Les catastrophes environnementales (plateforme BP, centrale de Fukushima) et sanitaires (Médiator), ont contribué à alimenter le ressenti d'un besoin croissant de prise en compte des enjeux environnementaux et sanitaires :

- Les ENRS apparaissent aujourd'hui unanimement comme une solution alternative dotée de vertus environnementales et sanitaires reconnues, les français se montrent d'ailleurs plus enclins à accepter les inconvénients esthétiques (notamment pour l'éolien)

- La crise économique pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et les contraint à regarder plus attentivement leurs dépenses
- Les modifications des systèmes d'aides associés aux ENRs (baisse de certains crédits d'impôts, baisse du prix de rachat de l'électricité, moratoire solaire,..) contribuent dans ce cadre à nuancer leur attractivité économique



On observe au final cette année une croissance importante du taux de possession d'équipements ENRs (+11%) prouvant la réalité opérationnelle concrète des solutions proposées...

Dans ce contexte, le développement des ENRs passe par la valorisation de l'intérêt économique associé aux solutions proposées

- **Malgré un intérêt de principe unanime vis-à-vis des ENRs, les français se déclarent réticents à contribuer financièrement à leur développement...**
 - Seuls 1/3 des français se déclarent prêts à contribuer financièrement au développement des ENRs, la majorité rejetant sur l'Etat et les producteurs d'énergie cette responsabilité
 - Si l'attractivité et la légitimité des ENRs n'a jamais été aussi forte, les freins économiques à l'investissement tendent également à se renforcer prenant largement le pas sur les aspects environnementaux.
- **...Le développement important des ENRs va nécessiter d'élargir la cible au-delà des « moteurs », « sensibles et pragmatiques pour toucher les « indifférents »**
 - Les atouts intrinsèques des ENRs principalement ancrés dans un registre environnemental ont séduit en premier lieu les « moteurs » voire les « pragmatiques »,
 - Les « indifférents » sont jusqu'à présent peu passés à l'acte. S'ils déclarent un intérêt de principe élevé vis-à-vis des solutions ENRs, ils se montrent plus réticents à investir sans véritable gain économique (les aspects environnementaux viennent au second plan auprès de cette cible)



Si des événements exogènes (augmentation du prix des énergies fossiles, accidents environnementaux) sont de nature à faire évoluer positivement le positionnement prix et l'intérêt environnemental et sanitaire des ENRs, il apparaît toutefois nécessaire, dans le contexte actuel, de bâtir une argumentation technique et économique pour faciliter le passage à l'acte



Il convient de développer une démarche de promotion mettant en avant la fiabilité des solutions et leur compétitivité économique

- Pour faciliter le passage à l'acte il apparaît nécessaire de promouvoir la compétitivité économique des systèmes:
 - Information et argumentaire technique prouvant la fiabilité et la performance des solutions
 - Sécurisation de la qualité des installations à travers la labellisation des artisans et la possibilité de faire garantir la qualité de l'installation par un contrôle technique
 - Promotion et facilité d'accès aux systèmes d'aides/ soutiens existants
 - Elaboration/ promotion d'offres de financement simples permettant de raccourcir les délais de retour sur investissement

- ...les avantages environnementaux contribueront, alors, à faire basculer les intentionnistes en faveur du choix des ENRs si l'équation économique est jugée acceptable